



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

---












**THORIGNE FOUILLARD, ZAC PORTE DE TIZE, TRAVAUX**

---

Date et heure limites de réception des offres :  
Lundi 28 avril 2025 à 16:45

**Rennes Métropole**  
4 Avenue Henri Fréville  
CS 93111  
35031 RENNES CEDEX

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	THORIGNE FOUILLARD_ZAC PORTE DE TIZE_TRAVAUX
	<b>Mode de passation</b>	Appel d'offres ouvert
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Nombre de lots</b>	5
	<b>Délai de validité des offres</b>	180 jours
	<b>Forme de groupement</b>	Groupement conjoint avec mandataire solidaire
	<b>Variante</b>	Pour le lot 1 uniquement
	<b>PSE</b>	Sans
	<b>Clauses sociales</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Définis par lot

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation .....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation .....	4
1.3 - Type et forme de contrat .....	4
1.4 - Décomposition de la consultation .....	4
1.5 - Nomenclature.....	4
2 - Conditions de la consultation .....	5
2.1 - Délai de validité des offres.....	5
2.2 - Forme juridique du groupement.....	5
2.3 - Variante pour le lot 1 : Terrassement, voirie, eau pluviale .....	5
2.4 - Développement durable .....	6
2.5 - Insertion par l'activité économique.....	7
3 - Les intervenants .....	7
3.1 - Conduite d'opération.....	7
3.2 - Maîtrise d'œuvre .....	7
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier .....	7
3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie.....	7
3.5 - Contrôle technique.....	7
3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	8
4 - Conditions relatives au contrat .....	8
4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution .....	8
4.2 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	8
5 - Contenu du dossier de consultation .....	8
6 - Présentation des candidatures et des offres .....	9
6.1 - Documents à produire.....	9
6.2 - Présentation de la variante .....	12
6.3 - Usage de matériaux de type nouveau.....	12
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	13
7.1 - Transmission électronique .....	13
7.2 - Transmission sous support papier .....	14
8 - Examen des candidatures et des offres .....	14
8.1 - Sélection des candidatures.....	14
8.2 - Attribution des marchés.....	14
8.3 - Suite à donner à la consultation.....	17
9 - Renseignements complémentaires.....	17
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	17
9.2 - Procédures de recours .....	17

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

La réalisation de la zone d'aménagement concerté Porte de Tizé à Thorigné-Fouillard

Le projet d'aménagement de la Porte de Tizé porte sur la création d'une zone d'activité de part et d'autre du boulevard d'Argentré à Thorigné Fouillard. Le périmètre de l'opération s'étend sur 25 ha environ aménagés par Rennes Métropole. La ZAC Porte de Tizé est destinée à l'accueil d'activités artisanales ou de petites industries.

Lieu d'exécution :

ZAC Porte de Tizé

Boulevard d'Argentré

35235 Thorigné-Fouillard

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 5 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Terrassement, voirie, eau pluviale
02	Assainissement, eau usée
03	Réseaux souples
04	Aménagements paysagers et mobiliers
05	Contrôle réseaux

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45233120-6	Travaux de construction de routes

Lot(s)	Code principal	Description
01	45233120-6	Travaux de construction de routes
01	45112500-0	Travaux de terrassement
01	45232130-2	Travaux de construction de canalisations d'eaux pluviales
02	45232410-9	Travaux d'assainissement

Lot(s)	Code principal	Description
02	45232411-6	Travaux de construction de canalisations d'eaux usées
03	34993000-4	Éclairage public
03	32412100-5	Réseau de télécommunications
04	45112710-5	Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts
04	45233293-9	Installation de mobilier urbain
05	71700000-5	Services de surveillance et de contrôle

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

La nature des travaux à exécuter pouvant entraîner pour des activités complémentaires l'association de moyens et de compétences techniques spécifiques de la part d'opérateurs économiques distincts, le Maître de l'ouvrage demande à ce que le groupement à constituer soit conjoint.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

### 2.3 - Variante pour le lot 1 : Terrassement, voirie, eau pluviale

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base), devant respecter les prescriptions définies au cahier des clauses techniques particulières.

Ils peuvent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant une variante pour le lot 1 : Terrassement, voirie, eau pluviale.

#### Variante autorisée :

Les candidats peuvent présenter, une variante correspondant à la mise en œuvre d'une solution technique différente de la solution de base portant uniquement sur :

- **la structure des chaussées et trottoirs** (notamment les matériaux constitutifs des couches de forme et des couches granulaires et bitumineuses de la structure de chaussée dont les matériaux prescrits dans la solution de base pourront être remplacés par d'autres matériaux atteignant les mêmes performances, dans la conformité des études géotechniques et le respect des règlements en vigueur).

La variante proposée **devra respecter les exigences minimales suivantes sous peine d'irrégularité :**

- Les objectifs de performance des plateformes des futures chaussées et trottoirs
- Les revêtements

#### Présentation du sous-dossier "Variante autorisée" :

Il est précisé que la variante doit être proposée nécessairement avec la solution de base. Les soumissionnaires présenteront donc un dossier général spécifique "Variante".

Dans ce cadre, les soumissionnaires devront dès la remise des offres, notamment :

- Établir et signer un **acte d'engagement spécifique** et son annexe relative à la désignation des cotraitants et la répartition des prestations pour la variante, distinct de l'acte d'engagement pour la solution de base, étant précisé que le montant proposé pour la variante correspondra au montant de l'ensemble des travaux.
- Produire un **cadre de réponse** pour la variante qui précisera les éléments de réponse qui diffèrent de la solution de base.
- Produire la **note d'acceptation des documents du DCE** pour la variante autorisée.
- Produire une **note comparative explicitant les avantages/inconvénients** que la variante apporte par rapport à la solution de base et faisant clairement ressortir le positionnement de la variante par rapport à la solution de base.
- Produire toutes **notes justificatives** permettant de confirmer le respect des exigences minimales.
- Établir un **planning prévisionnel des travaux** pour la variante autorisée.
- Établir un **bordereau des prix unitaires et un détail quantitatif et estimatif** ainsi que tous les sous-détails de tous les nouveaux prix correspondants à la variante proposée.

La variante comprendra les mêmes pièces que la solution de base.

Toute solution variante présentée de façon incomplète ne sera pas prise en considération.

**Important :** Si le candidat ne répond pas à la solution de base, l'offre variante du candidat ne sera pas prise en considération. La variante autorisée étant facultative, le fait de ne pas la présenter ne fait pas obstacle à la recevabilité de la solution de base.



**La réponse à la solution de base est obligatoire.**

#### Limitation du nombre de variantes :

Le nombre maximal de variante autorisée est limité à **UN**.

Le dépôt d'un nombre de variante supérieur à celui autorisé rend l'ensemble des variantes irrégulières et entraînera leur rejet global sans qu'il soit procédé à leur examen.

## **2.4 - Développement durable**

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

## 2.5 - Insertion par l'activité économique

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le CCAP une clause obligatoire d'insertion sociale et de promotion de l'emploi permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles particulières.

Le dispositif consiste à réserver, dans le cadre de l'exécution du marché, une partie du temps de travail nécessaire à la réalisation des prestations au bénéfice des publics prioritaires mentionnés dans le CCAP.

Le volume horaire d'insertion à la charge du titulaire est indiqué dans le CCAP.

Cette action d'insertion sociale concerne les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
01	Terrassement, voirie, eau pluviale
04	Aménagements paysagers et mobiliers

Pour toute information qui leur serait utile sur la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale (conseils sur les contrats, mise en relation avec les structures locales...), les candidats pourront contacter le facilitateur des clauses sociales, dont les coordonnées leurs seront transmises ultérieurement.

## 3 - Les intervenants

### 3.1 - Conduite d'opération

La Direction d'Opération est assurée par la Direction de l'Espace public et des Infrastructures de Rennes Métropole, représentée par Monsieur Gildas PIQUET.

La Conduite d'Opération est assurée par le :

Pôle Ingénierie et Services Urbains (PISU) - Direction de l'Espace public et des Infrastructures Service de la Conduite d'Opération

Représentée par : Ivan EPINAT

E-mail : i.epinat@rennesmetropole.fr

### 3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement de maîtrise d'œuvre suivant :

UNIVERS (Mandataire : Urbanisme et Paysage)  
2bis Rue Lavoisier  
35700 RENNES

IAO SENN (Cotraitant : Environnement et Hydraulique)  
29 Rue de Chantepie  
35770 VERN-SUR-SEICHE

Cabinet BOURGOIS (Cotraitant : VRD)  
3 Rue des Tisserands  
35830 BETTON

### 3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

### 3.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

### 3.5 - Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

### 3.6 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par:

RENNES METROPOLE

Service Gestion des Risques Urbains - Cellule CSPS

6 rue Louis Postel

CS 63126

35031 RENNES CEDEX

Le coordonnateur est représenté par Lionel LE ROY

Email : l.leroy@rennesmetropole.fr

## 4 - Conditions relatives au contrat

### 4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat est fixée au CCAP.

### 4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les marchés faisant l'objet de la consultation sont financés par Rennes Métropole au moyen de ses ressources propres, abondées par des ressources externes, soit dans le cadre d'emprunts, soit par le biais de subventions spécifiques en cas d'éligibilité, ou de participation publiques ou privées. Le paiement des prestations intervient selon les règles de la comptabilité publique dans le cadre du délai global de paiement avec ou sans acomptes et/ou avance.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

### 4.2 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

## 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe relative à la désignation des cotraitants et la répartition des prestations du lot n°1 pour la solution de base
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe relative à la désignation des cotraitants et la répartition des prestations du lot n°1 pour la variante autorisée
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe relative à la désignation des cotraitants et la répartition des prestations des lots n°2, n°3, n°4 et n°5
- Le calendrier prévisionnel d'exécution et le phasage
- Plan général des secteurs
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) - Spécifications Techniques Générales des lots 1, 2, 3
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) - Spécification Techniques Particulières des lots 1, 2 et 3 et ses annexes graphiques plans et carnet de détails par lot
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot 4 et ses annexes graphiques plans et carnet de détails
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) - Spécification Techniques Particulières du lot 5
- Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)



- Le bordereau des prix unitaires (BPU) propre à chaque lot
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) propre à chaque lot
- Le cadre de réponse vierge par lot
- La note d'acceptation des documents du dossier de consultation des entreprises pour la variante autorisée du lot n° 1
- Les Annexes techniques :
  - o Cahier des charges réseaux communication RM
  - o Cahier des prescriptions assainissement RM
  - o Dossier Loi sur l'Eau
  - o DT
  - o Etude photométrique\_SELUX
  - o Etudes géotechniques
  - o Guide Aménagement Espaces Publics RM
  - o Mesures de protections des arbres
  - o Préconisations recollement marché de travaux
  - o Prescriptions CEBR\_Réseau AEP
- Les Annexes administratives :
  - o Le formulaire DC1 et notice
  - o Le formulaire DC2 et notice
  - o Le formulaire DC4
  - o Le formulaire DUME
  - o Le questionnaire égalité Femme / Homme et lutte contre les discriminations
  - o Fiche Informatrice Atout clauses 2025
  - o Fiche iParapheur
  - o Fiche dématérialisation de la facturation
  - o Rappel relatif au DOE pour les candidats

Le dossier de consultation des entreprises est disponible à l'adresse électronique <https://marches.megalis.bretagne.bzh> ; rubrique "services aux entreprises". Cliquez sur "accès à la salle régionale des marchés publics" puis "recherche avancée", à gauche, "consultations en cours" et indiquez la référence de l'opération 25190009.

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 5 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

**Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :**

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Le document relatif au pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat, daté et signé (y compris pour les éventuels cotraitants envers le mandataire)	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date, et le lieu d'exécution et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Les candidats peuvent apporter la preuve de la détention de la qualification par tout moyen de preuve équivalent (détail de la correspondance entre preuve et qualification à présenter explicitement par le candidat).

Libellés
<b><u>Pour le lot n° 1:</u></b>
<b>FNTP 2321</b> : Travaux de terrassement courants en milieu urbain ou référence équivalente
<b>FNTP 2342</b> : Couches de forme en matériaux granulaires : Couche de forme granulaire pour voiries à faible trafic, parkings, lotissements, plateformes ou référence équivalente
<b>FNTP 3421</b> : Revêtements en matériaux enrobés : Enrobés classiques ou référence équivalente
<b>FNTP 3422</b> : Revêtements en matériaux enrobés : Enrobés spéciaux ou référence équivalente
<b>FNTP 3452</b> : Pavés et dalles : En béton, engazonnés ou autres matériaux ou référence équivalente

<b>FNTP 346</b> : Pose de bordures, chainettes et caniveaux ou référence équivalente
<b>FNTP 3612</b> : Traitements de surface : Traitements techniques de surface des enrobés ou référence équivalente
<b>FNTP 3713</b> : Mise en œuvre de marquage routier pour signalisation horizontale : Mise en œuvre par moyens mécaniques poussés ou autotractés ou référence équivalente
<b>FNTP 3763</b> : Pose de signalisation verticale permanente : Pose de panneaux de signalisation de police ou référence équivalente
<b><u>Pour le lot n° 2:</u></b>
<b>FNTP 5162</b> : Pose de canalisations à écoulement à surface libre de toute section DN (mm) ≤ 600 ou référence équivalente
<b>FNTP 5193</b> : Construction d'une canalisation de refoulement d'eaux usées ou pluviales DN (mm) ≤ 100 ou référence équivalente
<b>FNTP 5422</b> : Eaux usées : Stations d'un débit < 250m <sup>3</sup> /h ou référence équivalente
<b><u>Pour le lot n° 3:</u></b>
<b>FNTP 5113</b> : Construction de réseaux de canalisations d'eaux à écoulement sous pression sur réseaux d'eau potable et non potable : Pression d'essai < 25 bars et DN (mm) ≤ 300 ou référence équivalente
<b>FNTP 651</b> : Éclairage public : Travaux neufs ou référence équivalente
<b>FNTP 681</b> : Pose de fourreaux : Pose de tubes PVC télécom LST ou référence équivalente
<b><u>Pour le lot n° 4:</u></b>
<b>QUALIPAYSAGE CREATION JARDINS ET ESPACES VERTS P110 minimum</b> ou référence équivalente
<b><u>Pour le lot n° 5:</u></b>
<b>Certification COFRAC</b> ou équivalente dans les domaines suivants : - Inspection vidéo des réseaux neufs ou en services - Test d'étanchéité des réseaux neufs ou en service - Test de compactage

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

#### **Pièces de l'offre :**

Libellés	Signature
----------	-----------

<b>L'acte d'engagement (AE) :</b> Pour le lot 1 : L'acte d'engagement de la solution de base et son annexe, et le cas échéant, l'acte d'engagement de la variante autorisée et son annexe Pour les lots 2, 3, 4 et 5 : l'acte d'engagement (AE) et son annexe	Non
<b>Le cadre de réponse complété :</b> - pour le lot n° 1 : le cadre de réponse pour la solution de base et, le cas échéant, le cadre de réponse pour la variante autorisée - pour les lots n° 2, 3, 4 et 5 : le cadre de réponse	Non
<b>Le bordereau de prix unitaire (BPU) complété, produit à la fois au format .pdf et au format .xls (soit 2 fichiers) :</b> - pour le lot 1 : le BPU de la solution de base et, le cas échéant, de la variante autorisée - pour les lots 2, 3, 4 et 5 : le BPU	Non
<b>Le détail quantitatif estimatif (DQE) complété et produit au format .pdf et au format .xls (2 fichiers) :</b> - pour le lot 1 : le DQE de la solution de base et, le cas échéant, de la variante autorisée - pour les lots 2, 3, 4 et 5 : le DQE	Non
<b>Un Planning prévisionnel d'exécution des travaux</b> indiquant de façon sommaire la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier et prenant en compte, de manière explicite, les contraintes de réalisation : - pour le lot 1 : le planning prévisionnel de la solution de base et, le cas échéant, de la variante autorisée - pour les lots 2, 3, 4 et 5 : le planning prévisionnel	Non
<b>La note d'acceptation</b> des documents du dossier de consultation des entreprises pour la variante autorisée pour le lot n° 1, le cas échéant	Non
<b>La note comparative</b> explicitant les avantages/inconvénients que la variante apporte par rapport à la solution de base pour le lot n° 1 le cas échéant et faisant clairement ressortir le positionnement de la variante par rapport à la solution de base	Non
Toutes <b>notes justificatives</b> permettant de confirmer le respect des exigences minimales de la variante pour le lot n° 1, le cas échéant	Non
<b>Le questionnaire</b> Egalité Femme/Homme et lutte contre les discriminations,	Non
<b>Le RIB</b> du candidat ou du groupement	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 6.2 - Présentation de la variante

Les candidats présenteront un dossier général " variante ".

## 6.3 - Usage de matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des clauses administratives particulières la clause suivante :

" L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en œuvre sur sa proposition :  
..... pendant le délai de ....  
ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivantes : .....  
"

Le cas échéant, le Cahier des clauses administratives particulières sera modifié dans le cadre de la mise au point du marché.

## 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 7.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh> avec le numéro d'opération suivante : 25190009

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Rennes Métropole  
PISU-DEI-Marchés Publics  
16 boulevard Laënnec  
CS 93111  
35031 RENNES CEDEX

La signature électronique des documents, au moment de la remise de son offre, n'est pas exigée mais recommandée dans le cadre de cette consultation.

Le candidat retenu qui n'aura pas signé son offre au moment de sa remise se verra contraint de le faire lorsqu'il y sera invité par le pouvoir adjudicateur, préalablement à la notification du marché. Aussi, il s'engage à s'équiper du certificat électronique nécessaire à cette signature électronique.

***Pour la signature, le candidat est invité à privilégier le format électronique PADES (Format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF). Cela facilitera grandement les échanges de fichiers une fois le marché notifié et, notamment avec le titulaire, la préfecture, la trésorerie. L'outil de signature proposé par la plateforme mégalis, vous permettra de signer facilement vos documents dans ce format.***

***Un tutoriel vous expliquant comment signer au format PADES est disponible via ce lien (page 1 à 39) :***

***[https://www.megalisbretagne.org/upload/docs/application/pdf/2017-07/e5\\_signer\\_electroniquement\\_avant\\_depot\\_offre.pdf](https://www.megalisbretagne.org/upload/docs/application/pdf/2017-07/e5_signer_electroniquement_avant_depot_offre.pdf)***

***Le candidat à qui le donneur d'ordre entend attribuer un marché public devra signer électroniquement son acte d'engagement en format PADES si celui-ci a recouru à un autre format.***

***Un tutoriel vous expliquant comment signer au format PADES à posteriori est disponible via ce lien :***

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES dans la mesure où il sera pour sa part impossible d'utiliser un autre format de signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## 7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

# 8 - Examen des candidatures et des offres

## 8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## 8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

### Pour le lot n°01 : Terrassement, voirie, eau pluviale

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	20.0
2.1-Moyens humains et qualifications du personnel alloués à l'opération	6.0
2.2-Méthodologie de réalisation de chaque étape de chantier	5.0
2.3-Mesures d'autocontrôle à chaque étape du chantier	5.0
2.4-Gestion des interfaces de chantier avec les autres lots	4.0
3-Organisation du chantier en lien avec son environnement	20.0
3.1-Reconnaissance et analyse de site, gestion du chantier et de ses abords	10.0
3.2-Limitation des nuisances aux riverains	7.0

<i>3.3-Santé et information du personnel</i>	3.0
4-Performances environnementales	20.0
<i>4.1-Préservation du patrimoine existant et de la ressource</i>	10.0
<i>4.2-Pollution du milieu environnant</i>	5.0
<i>4.3-Gestion et valorisation des déchets</i>	5.0

**Pour le lot n°02 : Assainissement, eau usée**

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	20.0
<i>2.1-Moyens humains et qualifications du personnel alloués à l'opération</i>	8.0
<i>2.2-Méthodologie de réalisation de chaque étape du chantier</i>	6.0
<i>2.3-Mesures d'autocontrôle à chaque étape du chantier</i>	6.0
3-Organisation du chantier en lien avec son environnement	20.0
<i>3.1-Reconnaissance et analyse de site, gestion du chantier et de ses abords</i>	10.0
<i>3.2-Limitation des nuisances aux riverains</i>	7.0
<i>3.3-Santé et information du personnel</i>	3.0
4-Performance environnementale	20.0
<i>4.1-Préservation du patrimoine existant et de la ressource</i>	10.0
<i>4.2-Pollution du milieu environnant</i>	5.0
<i>4.3-Gestion et valorisation des déchets</i>	5.0

**Pour le lot n°03 : Réseaux souples**

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	20.0
<i>2.1- Moyens humains et qualifications du personnel alloués à l'opération</i>	8.0
<i>2.2-Méthodologie de réalisation de chaque étape du chantier</i>	6.0
<i>2.3-Mesures d'autocontrôle à chaque étape du chantier</i>	6.0
3-Organisation du chantier en lien avec son environnement	20.0
<i>3.1-Reconnaissance et analyse de site, gestion du chantier et de ses abords</i>	10.0
<i>3.2-Limitation des nuisances aux riverains</i>	7.0
<i>3.3-Santé et information du personnel</i>	3.0
4-Performance environnementale	20.0
<i>4.1-Préservation du patrimoine existant et de la ressource</i>	10.0
<i>4.2-Pollution du milieu environnant</i>	5.0
<i>4.3-Gestion et valorisation des déchets</i>	5.0

**Pour le lot n°04 : Aménagements paysagers et mobiliers**

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	20.0
2.1-Moyens humains matériels alloués à l'opération	6.0
2.2-Méthodologie de réalisation de chaque étape de chantier	5.0
2.3-Mesures d'autocontrôle à chaque étape du chantier	4.0
2.4-Provenance des fournitures et des fournisseurs	5.0
3-Organisation du chantier en lien avec son environnement	20.0
3.1-Reconnaissance et analyse de site, gestion du chantier et de ses abords	10.0
3.2-Limitation des nuisances aux riverains	7.0
3.3-Santé et information du personnel	3.0
4-Performance environnementale	20.0
4.1-Préservation du patrimoine existant et de la ressource	10.0
4.2-Pollution du milieu environnant	5.0
4.3-Gestion et valorisation des déchets	5.0

**Pour le lot n°05 : Contrôle réseaux**

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	30.0
2.1-Moyens humains et qualifications du personnel alloués à l'opération	12.0
2.2-Méthodologie de réalisation de chaque étape du chantier	9.0
2.3-Mesures d'autocontrôle à chaque étape du chantier	9.0
3-Organisation du chantier en lien avec son environnement	30.0
3.1-Reconnaissance et analyse de site, gestion du chantier et de ses abords	15.0
3.2-Limitation des nuisances aux riverains	10.0
3.3-Santé et information du personnel	5.0

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le cas échéant, dans un bordereau des prix unitaires/détail quantitatif estimatif, lorsqu'il est demandé au candidat de renseigner les prix en chiffres et en lettres, en cas de discordance, les prix renseignés en chiffres prévalent.



### 8.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## 9 - Renseignements complémentaires

### 9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh> avec comme numéro d'opération : 25190009.

Cette demande doit intervenir au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 5 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### 9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes  
3 contour de la Motte  
CS 44416  
35044 RENNES

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).

Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rennes  
3 contour de la Motte  
CS 44416  
35044 RENNES

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://www.ta-rennes.juradm.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional pour le règlement amiable des marchés publics.

22 Mail Pablo Picasso

44042 NANTES

Tél : 0253467983

Courriel : [paysdl.ccira@direccte.gouv.fr](mailto:paysdl.ccira@direccte.gouv.fr)